

Paula VÁSQUEZ LEZAMA
Le chavisme – Un militarisme
compassionnel

(Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2014, 150 p., 15 €)



Le Venezuela suscite depuis une quinzaine d'années une activité éditoriale soutenue. Les partis pris marqués sont légion attestant le caractère original de l'expérience en cours à Caracas. Engouement et hostilité se déchainent et s'affrontent confirmant que les évolutions politiques de l'Amérique latine sont toujours regardées depuis l'Europe comme un miroir de nous-mêmes, voire une source d'inspiration.

L'ouvrage de Paula Vásquez Lezama ne réussit qu'en partie à échapper à ce travers. L'auteur, étudiante à l'Université centrale de Caracas dans les années 1990, est aujourd'hui chercheur en sciences sociales au CNRS. L'ouvrage, d'une grande richesse, se développe autour de plusieurs thèmes.

On y trouvera tout d'abord une mine d'informations sur la décennie 90, celle pendant laquelle se sont accumulées les conditions politiques qui ont porté au pouvoir le chavisme. Le mécanisme de l'effondrement du système bi-partisan qui fonctionnait depuis

1958 est analysé dans toute sa complexité. L'auteur reprend également une réflexion issue de son travail de thèse qui avait été consacré à l'organisation mise en œuvre par l'État pour secourir les victimes du gigantesque glissement de terrains provoqué par des pluies torrentielles qui avaient léché la côte caraïbe en 1999 et occasionné plusieurs milliers de morts et environ 200 000 déplacés. Enfin, et c'est ce qui donne le titre à l'ouvrage, l'auteur tente de théoriser la nature particulière de la manière de gouverner du régime chaviste en proposant le concept de « militarisme compassionnel ».

Sur un plan politique, la thèse principale de Paula Vásquez Lezama est certes de reconnaître que le système bi-partisan en vigueur depuis 1958 était largement épuisé, mais que le choix du peuple vénézuélien, en se portant en 1998 sur un candidat issu des rangs des militaires, n'a pas ouvert la voie à la démocratie. L'auteur regrette que l'opposition issue des partis de gauche, notamment le MAS ou Causa R,

n'ait pu être à même d'imposer une candidature face aux partis déconsidérés (Copei et Acción democrática). C'est jauger la démocratie à l'aune de la réalisation de ses préférences personnelles ! C'est oublier que le système bipartisan avait déjà été balayé par Rafael Caldera qui, cinq ans plus tôt en 1993, s'était porté candidat à la tête d'une coalition soutenue par une douzaine de partis politiques, principalement de gauche. En réalité, en 1998 toutes les candidatures se sont dégonflées face à la montée irrésistible de la popularité d'Hugo Chávez dont la campagne s'est révélée n'être qu'une succession de ralliements à son offre politique devenue incontournable. L'auteur suggère que Chávez n'a emprunté la voie démocratique que de 1992, date de son coup d'État raté, à sa prise de pouvoir en 1999. Bref, avant 1992, c'est un comploter qui entretient des réseaux clandestins au sein des forces armées, et après sa prise du pouvoir ce n'est pas un démocrate parce qu'il assigne à l'armée un rôle majeur dans les politiques de développement. C'est faire litière des 14 consultations électorales dont une seule – sur le référendum constitutionnel – fut perdue. On ne peut suivre cette lecture à éclipses, ce déni de réalité et cette caricature.

Mais ces travers irritants n'enlèvent rien à l'intérêt de la lecture qui procure une multitude d'informations. On retiendra notamment la période des années 1990, celles où le système bi-partisan finit par s'effondrer sous les tentatives de coups d'État, les scandales (le Président Carlos Andrés

Perez sera destitué pour faits de corruption), et la montée de coalition alternative (Rafael Caldera avec *Convergencia*). C'est dans ce contexte que depuis sa prison de Yare, Chávez et ses compagnons reçoivent, consultent, organisent des séminaires, façonnent avec les meilleurs économistes (notamment Francisco Mierès et Jorge Giordani qui deviendra pendant quinze ans le pilier des gouvernements successifs de Chávez, avant de démissionner récemment) les grands traits d'une politique de développement. Amnistié et libéré par le nouveau Président Rafael Caldera qui près de trente ans plus tôt, lors d'un premier mandat avait déjà re-légalisé et réinséré dans le jeu politique le Parti communiste vénézuélien impliqué dans la lutte de guérilla, Chávez n'aura de cesse de parcourir le pays et d'asseoir sa popularité jusqu'à la victoire finale. On aurait aimé mieux comprendre comment les partis traditionnels de gauche n'ont pu imposer de façon crédible une alternative et ont finalement dû se rallier au bulldozer Chávez.

L'auteur a énormément enquêté pour les besoins de sa thèse sur la catastrophe naturelle – *La Tragedia* – provoquée par les pluies diluviennes à l'origine des gigantesques éboulements de terrains le long de la côte caribéenne au nord de la capitale. Elle analyse l'état d'exception proclamé par les autorités du pays et le mode de gestion de la catastrophe. Elle revient longuement sur les mesures radicales et répressives prises contre les pillages dans la zone dévastée et insiste sur soixante cas de « dis-

paritions forcées », circonvolution pour désigner des exécutions sommaires conduites par la Police militaire et l'armée de terre. Elle considère que ces événements ont constitué une césure qui « fit apparaître de nouvelles modalités de légitimation du pouvoir militaire et de son contrôle du pouvoir civil ». Là encore, l'analyse de la catastrophe n'obéit qu'à la seule volonté de prouver que c'est un régime militaire qui s'est installé au pouvoir. Le bilan de l'efficacité de l'intervention étatique n'est pas discuté. Même la légèreté préventive des autorités n'est pas évoquée, alors que l'on sait que des mises en garde leur avaient été adressées dans les jours précédents sur la dangerosité de la situation. Certes évacuer une zone de bidonvilles de plusieurs centaines de milliers d'habitants en période de fortes intempéries est une tâche surhumaine nécessitant de grandes forces de coercition. Il faut rappeler que les dirigeants du pays étaient plus occupés en décembre 1999 à fêter le premier anniversaire de la prise du pouvoir qu'à tenir compte de messages d'alerte. Mais quand on sait comment ont réagi les autorités américaines face à la catastrophe provoquée par l'ouragan *Catrina* à La Nouvelle Orléans et aux conséquences qui s'ensuivirent, il n'est pas sûr que la comparaison soit en défaveur du Venezuela.

L'auteur tenant l'équipe dirigeante du pays pour un régime militaire tient à en caractériser la nature en le qualifiant de « compassionnel ». On ne sait trop d'ailleurs s'il s'agit de l'adoucir en lui prêtant de nobles intentions

ou s'il s'agit de dévoiler une ruse, se servir des pauvres et des victimes pour conforter le pouvoir en dopant sa légitimité. L'exemple choisi, le sort des sinistrés de la *Tragedia* qui passent du statut de victimes à celui de bénéficiaires de programme social aux conditions d'admissions spécifiques, ne convainc pas parce qu'il n'a rien d'original tant il est commun à de nombreux pays. Les rapatriés de la guerre d'Algérie sont également passés du statut de victimes à celui de bénéficiaires d'aides, comme les veuves de guerre, pupilles de la nation, enfants de déportés-résistants connaissent des avantages de la part de la patrie reconnaissante. Ceci ne caractérise en rien la nature des régimes qui mettent en place ces politiques. En fait, ce que l'auteur ne supporte pas c'est le nouveau rôle qui a été dévolu aux forces armées, dès la Constitution de 1999, amenant celles-ci à sortir de leur rôle strictement militaire pour s'impliquer dans les politiques de développement mises en place par le gouvernement. Certes, la relation civilo-militaire se modifie en impliquant les militaires dans l'application des décisions civiles. Mais ce n'est pas l'armée qui dirige, et d'ailleurs l'auteur ne le prétend pas. Le terme de militarisme est manifestement excessif. Face à une administration publique notoirement inefficace et gangrenée par la corruption et le clientélisme, et dont la réforme ne peut être que tâche de longue haleine, le recours à une structure efficace et disciplinée n'a rien de scandaleux dès lors que son contrôle reste de mise. Le recours aux « missions »

pour assurer aux populations démunies les services de base en matière de santé, d'éducation, d'alimentation, etc., relève de la même problématique, contourner l'administration publique. Ces programmes ont recueilli une adhésion de la population au point que l'opposition s'est engagée dans son programme à les pérenniser.

On peut rester réservé sur l'objectif poursuivi par l'auteur et ne pas partager toutes ses analyses, mais la quantité d'informations qui nous est livrée sur les dernières décennies de la vie politique vénézuélienne mérite largement une lecture attentive par toute personne intéressée par l'évolution de ce pays.